

Toulouse, 18 février 2019

4ème semaine de conflit : on ne lâchera rien des AG sur les sites et 150 personnes à la Direction

Après les menaces de vendredi à la Cité :

La réponse des agents

Comme tous les agents le savent sans doute maintenant, la Direction a envoyé un huissier accompagner « le staff » vendredi matin sur le piquet de la Cité.

Plutôt que d'apporter des réponses aux revendications la menace est donc montée d'un cran et la réponse des agents ne s'est pas faite attendre.

Ce lundi sur plusieurs sites les AG ont répondu à l'appel de l'intersyndicale de se rendre à la Direction pour y rencontrer le DRFiP avec qui les syndicats avaient rendez-vous à 10h30.

L'idée est simple : stop aux menaces et répondez à nos revendications.



150 agents rassemblés à la Direction et un DRFiP empêché

Plusieurs prises de parole ont eu lieu. Nous citerons celle des camarades de Saint-Gaudens venus tout spécialement remettre un courrier récapitulatif des promesses du DRFiP au Comminges afin qu'il les confirme par écrit. Ensuite, les camarades se sont rassemblés devant le portail de la direction où France 3 est venu filmer l'AG et une délégation s'est rendue à la rencontre du DRFiP dans son bureau. Sauf qu'il n'était pas là et que ce sont donc ses adjoints qui nous ont reçus. Cette rencontre avait notamment pour but de savoir, à l'entame de cette 4ème semaine de conflit si la DG et le Ministre allaient enfin se saisir de nos revendications nationales et si la Direction locale allait enfin en faire de même avec les premières revendications locales que nous avons posées.

Les échanges avec la Direction (responsables des 3 pôles)

Nous avons longuement mis en avant la mobilisation exemplaire de la Haute-Garonne qui s'inscrit dans l'action nationale impulsée en intersyndicale. Celle-ci porte des revendications globales, tant à la DGFIP qu'au niveau Fonction Publique et nous sommes en première ligne d'un combat d'ampleur qui s'amplifie et se construit dans la durée.

Dans cette situation, le silence de la DG et de nos ministres (pourtant si prompts à faire « de la com » comme M. Darmanin et ses citations en première page d'Ulysse, est assourdissant. Nous attendons de toute urgence une rencontre avec nos syndicats nationaux, dont une réponse à ce niveau sur la mobilisation engagée dans notre département. Mr Parent et/ou Mr Darmanin peuvent venir quand ils veulent à Toulouse...

Nous avons insisté sur la nécessité de répondre en urgence aux revendications locales posées par notre mobilisation et pas « des promesses en l'air » ou des « calendriers pour dans 2 mois ».

La Direction locale doit y venir et vite, par respect pour les personnels mobilisés. Nous avons ainsi insisté sur plusieurs de ces revendications :

- **Transparence sur le « plan local d'ici 2022 »** : les directeurs disent à nouveau ne pas avoir de feuille de route détaillée ni de « commande » sur les suppressions d'emplois. Nous sommes quelques peu dubitatifs quand nous constatons que plusieurs Directions (encore le

Tarn vendredi) informent sur ces détails. Si c'est vrai, nous sommes effarés de voir qu'une Direction comme la nôtre prépare un plan (sanguant, cf les commandes de Mr Darmanin) sans en informer la hiérarchie départementale. Nous exigeons à minima d'avoir un point détaillé sur les pistes de travail de la Direction locale sur tous les services et sites avant transmission en mars au DG. Par respect pour les agents la transparence est une exigence.

- **Situation des emplois non pourvus dans le 31** : Contrairement aux propos exprimés dans la lettre de Mr Perrin aux agents, notre demande ne concerne pas une information en CAP L car il sera bien trop tard. Nous exigeons cet état des lieux immédiatement pour que la DG pourvoie l'ensemble des emplois vacants dans les affectations nationales. C'est un signal d'urgence que nous revendiquons.
- **L'accueil sur rendez-vous** : La Direction dit reporter le sujet au CTL de mars. Nous avons souligné les propos du DRFiP sur une expertise préalable site par site. Au vu du calendrier (sollicitations PAS, campagne IR, vacances, campagne recouvrement) et des tensions dans les services FIPRO, il nous semble obligatoire de remiser l'accueil sur rendez-vous.
- **Les cahiers revendicatifs** : La Direction annonce un CTL spécifique pour étude des cahiers des services de l'ensemble du département à la mi-mars puis des groupes de travail éventuels sur les réponses. Là aussi nous demandons des réponses rapides et visibles et vous invitons à poursuivre le travail service par service en utilisant notamment la 1/2 journée d'autorisation d'absence.
- **Les promotions en Haute-Garonne** : Au-delà de nos revendications d'un véritable plan de qualification national pour les personnels de la DGFIP, nous constatons le sous calibrage des arbitrages pour notre département. Là aussi, nous attendons un signal d'urgence dans les prochaines CAP nationales. La Direction dit relayer cette demande.
- **Le dossier Scannage en SIE** : Cette mesure nationale est vécue comme une gabegie écologique (matérialisation de documents dématérialisés pour scannage) et une charge lourde dans des services qui n'en ont pas besoin. Le DRFiP a dit « être d'accord » avec les agents sur cette problématique. Le directeur du pôle fiscal annonce une réunion de travail cette semaine. Ce que nous attendons c'est l'abandon de la mesure.
- **Dysfonctionnements informatiques et applicatifs** : La Direction dit recenser avec la DISI les améliorations à apporter sur les sites et branchements. Le sujet vaut pour tous les services avec le constat d'applications qui multiplient les dysfonctionnements et produisant des erreurs à retraiter qui pèsent sur les agents.
- **Fusion des services à la Cité** : Compte-tenu du niveau de tension, des charges de travail des dysfonctionnements générés par la « phase un » du processus de fusion des services de la Cité, nous demandons l'abandon de la « phase deux » en 2020. La Direction dit maintenir son cap car « c'est décidé » ce qui est d'autant plus incompréhensible que l'on sait qu'il y a par ailleurs une réflexion plus globale sur les SIE et SIP.
- **Les services de Gestion Publique** : Nous avons exprimé le refus du passage en Agences des différentes paieries. Ce n'est pas parce que les collectivités visées ont refusé leur mise en place en 2020 que la menace est éteinte. Quant aux trésoreries et au plan « front-office/back-office » nous exigeons de connaître les pistes de la direction.
- **Loi Essoc dans les services de Contrôle Fiscal** : Le DRFiP disait comprendre le sentiment d'abandon des services qui n'ont toujours pas de note nationale sur le sujet. Là aussi une clarification départementale est urgente pour que les agents y voient clair.
- **Besoins matériels des services** : Ils sont le plus souvent connus et puisque la contrainte est budgétaire, à la DG de la lever avec un abondement budgétaire particulier pour le 31. La Direction dit nous faire un point, au CTL de Mars, sur les réponses aux services.

En résumé nous avons essayé d'interpeller solennellement nos Directeurs pour leur dire que les agents mobilisés attendent des actes et décisions concrètes. Il y a urgence ! Dans le cadre de la mobilisation engagée en Haute-Garonne nos directeurs doivent avancer très vite sur cette voie parce que les agents ne désarment pas.

**Sur tous les sites, dans tous les services, débattez, agissez.
Et préparons ensemble les futures journées d'action.
Pas de vacances pour la mobilisation !**